
0100035250298001 2



737

ΕΦΗΜΕΡΙΣ ΤΗΣ ΚΥΒΕΡΝΗΣΕΩΣ

ΤΗΣ ΕΛΛΗΝΙΚΗΣ ΔΗΜΟΚΡΑΤΙΑΣ

ΤΕΥΧΟΣ ΠΡΩΤΟ **Αρ. Φύλλου 35**

25 Φεβρουαρίου 1998

ΝΟΜΟΣ ΥΠ' ΑΡΙΘ. 2580

Κύρωση Συμφωνίας μεταξύ των Κρατών Σένγκεν Βελγίου, Γερμανίας, Γαλλίας, Ιταλίας, Λουξεμβούργου, Κάτω Χωρών, αφ' ενός, και της Πολωνίας, αφ' ετέρου, για την επανεισδοχή προσώπων σε μη νόμιμη κατάσταση.

**Ο ΠΡΟΕΔΡΟΣ
ΤΗΣ ΕΛΛΗΝΙΚΗΣ ΔΗΜΟΚΡΑΤΙΑΣ**

Εκδίδουμε τον ακόλουθο νόμο που ψήφισε η Βουλή:

Άρθρο πρώτο

Κυρώνεται και έχει την ισχύ, που ορίζει το άρθρο 28 παρ. 1 του Συντάγματος, η Συμφωνία μεταξύ των Κρατών Σένγκεν Βελγίου, Γερμανίας, Γαλλίας, Ιταλίας, Λουξεμβούργου, Κάτω Χωρών, αφ' ενός, και της Πολωνίας, αφ' ετέρου, για την επανεισδοχή προσώπων σε μη νόμιμη κατάσταση, που υπογράφηκε στις Βρυξέλλες στις 29 Μαρτίου 1991, στην οποία προσχωρεί η Ελληνική Δημοκρατία, μετά από πρόσκληση του Υφυπουργού Ευρωπαϊκών Κοινοτήτων της Ισπανίας. Το κείμενο της Συμφωνίας σε πρωτότυπο στη γαλλική γλώσσα και σε μετάφραση στην ελληνική έχει ως εξής:

Accord

relatif à la réadmission des personnes en situation irrégulière

Les Gouvernements du Royaume de Belgique, de la République fédérale d'Allemagne, de la République française, de la République italienne, du Grand-Duché de Luxembourg, du Royaume des Pays-Bas et de la République de Pologne, ci-après dénommés les Parties Contractantes,

- dans le cadre de la réalisation d'une politique commune des Parties Contractantes liées par l'Accord de Schengen du 14 juin 1985 en matière de visas,

- aux fins de compenser, notamment la charge qu'une circulation des voyageurs en exemption du visa, ressortissants des Parties Contractantes du présent Accord, est susceptible de créer,

- désireux de faciliter la réadmission des personnes en situation irrégulière dans un esprit de coopération et sur une base de réciprocité,

- animés par la volonté d'inviter les Gouvernements d'autres Etats à adhérer au présent Accord,

sont convenus de ce qui suit :

Article 1er

1. Chaque Partie Contractante réadmet sur son territoire, à la demande d'une autre Partie Contractante et sans formalités, toute personne qui ne remplit pas ou ne remplit plus les conditions d'entrée ou de séjour applicables sur le territoire de la Partie Contractante requérante pour autant qu'il est établi ou présumé qu'elle possède la nationalité de la Partie Contractante requise.

2. La Partie Contractante requérante réadmet dans les mêmes conditions cette personne si des contrôles postérieurs démontrent qu'elle ne possédait pas la nationalité de la Partie Contractante requise au moment de sa sortie du territoire de la Partie Contractante requérante.

Article 2

1. A la demande d'une Partie Contractante, la Partie Contractante par la frontière extérieure de laquelle est entrée la personne qui ne remplit pas ou ne remplit plus les conditions d'entrée ou de séjour applicables sur le territoire de la Partie Contractante requérante, réadmet sans formalités cette personne sur son territoire.

2. Par frontière extérieure au sens du présent article, on entend la première frontière franchie qui n'est pas une frontière intérieure des Parties

Contractantes au sens de l'Accord de Schengen du 14 juin 1985 relatif à la suppression graduelle des contrôles aux frontières communes.

3. L'obligation de réadmission visée au paragraphe 1 du présent article n'existe pas à l'égard de la personne qui, lors de son entrée sur le territoire de la Partie Contractante requérante, est en possession d'un visa ou d'un titre de séjour en cours de validité délivré par cette Partie Contractante, ou qui, après son entrée, a été mise en possession par celle-ci d'un visa ou d'un titre de séjour.

4. Lorsque la personne visée au paragraphe 1 du présent article dispose d'un visa ou d'un titre de séjour en cours de validité délivré par une autre Partie Contractante, cette Partie Contractante réadmet sans formalités cette personne sur son territoire à la demande de la Partie Contractante requérante.

5. Par titre de séjour au sens des paragraphes 3 et 4 du présent article, on entend toute autorisation de quelque nature que ce soit délivrée par une Partie Contractante donnant droit au séjour sur son territoire. N'entre pas dans cette définition l'admission temporaire au séjour sur le territoire d'une Partie Contractante en vue du traitement d'une demande d'asile ou d'une demande de titre de séjour.

Article 3

1. La Partie Contractante requise est tenue de répondre dans un délai maximum de huit jours aux demandes de réadmission qui lui sont présentées.

2. La Partie Contractante requise est tenue de prendre en charge dans un délai maximum d'un mois la personne dont elle a accepté la réadmission. Ce délai peut être prolongé sur demande de la Partie Contractante requérante.

Article 4

Les autorités centrales ou locales compétentes pour traiter les demandes de réadmission sont désignées par les Ministres responsables des contrôles aux frontières et communiquées aux Parties Contractantes par la voie diplomatique au plus tard au moment de la signature du présent Accord ou de l'adhésion audit Accord.

Article 5

1. Les dispositions du présent Accord ne font pas obstacle à l'application des dispositions de la Convention de Genève du 28 juillet 1951 relative au statut des réfugiés, telle qu'amendée par le protocole de New-York du 31 janvier 1967.

2. Les dispositions du présent Accord ne portent pas atteinte aux obligations découlant du droit communautaire pour les Parties Contractantes qui sont membres des Communautés européennes.

3. Les dispositions du présent Accord ne font pas obstacle à l'application, des dispositions de l'Accord de Schengen du 14 juin 1985 relatif à la suppression

graduelle des contrôles aux frontières communes ni à l'application des dispositions de la Convention d'application dudit Accord signée le 19 juin 1990 et de la Convention de Dublin du 15 juin 1990 relative à la détermination de l'Etat responsable de l'examen d'une demande d'asile présentée dans l'un des Etats membres des Communautés européennes.

Article 6

1. Le présent Accord est signé sans réserve de ratification, d'acceptation ou d'approbation ou sous réserve de ratification, d'acceptation ou d'approbation, suivie de ratification, d'acceptation ou d'approbation.

2. Le présent Accord est applicable provisoirement à compter du premier jour du mois qui suit la date de sa signature.

3. Le présent Accord entre en vigueur le premier jour du deuxième mois suivant la date à laquelle deux Parties Contractantes auront exprimé leur consentement à être liées par l'Accord conformément aux dispositions du paragraphe 1 du présent article.

4. En ce qui concerne chaque Partie Contractante qui exprime ultérieurement son consentement à être liée par l'Accord, celui-ci entre en vigueur le premier jour du deuxième mois suivant la réception de la notification par dépositaire.

Article 7

1. Les Parties Contractantes peuvent décider, d'un commun accord, d'inviter d'autres Etats à adhérer au présent Accord. Cette décision est prise à l'unanimité.

2. L'adhésion au présent Accord peut intervenir provisoirement dès l'application provisoire de celui-ci.

3. Le présent Accord entre en vigueur, pour un Etat adhérant, le premier jour du deuxième mois qui suit le dépôt de l'instrument d'adhésion par ce dernier auprès du dépositaire et au plus tôt le jour de l'entrée en vigueur du présent Accord.

Article 8

1. Toute Partie Contractante peut notifier au dépositaire une proposition tendant à modifier le présent Accord.

2. Les Parties Contractantes arrêtent d'un commun accord les modifications au présent Accord.

3. Les modifications entrent en vigueur le premier jour du mois suivant la date à laquelle la dernière Partie Contractante a exprimé son consentement à être liée par les modifications au présent Accord.

Article 9

1. Chaque Partie Contractante peut, après consultation avec les autres Parties Contractantes, suspendre ou dénoncer le présent Accord pour des motifs graves, par une notification adressée au dépositaire.

2. La suspension ou la dénonciation prend effet le premier jour du mois suivant la réception de la notification par le dépositaire.

Article 10

Le Gouvernement du Grand-Duché de Luxembourg est dépositaire du présent Accord.

En foi de quoi, les soussignés, dûment autorisés à cet effet, ont apposé leurs signatures au bas du présent Accord.

Fait à Bruxelles, le vingt-neuf mars mil neuf cent quatre-vingt-onze, dans les langues allemande, française, italienne, néerlandaise et polonaise, les cinq textes faisant également foi, en un exemplaire original qui sera déposé dans les archives du Gouvernement du Grand-Duché de Luxembourg.

Pour le Gouvernement du Royaume de Belgique

Sous réserve de ratification

Pour le Gouvernement de la République fédérale d'Allemagne

Dr. Glatzel

Pour le Gouvernement de la République française

sous réserve d'approbation

Pour le Gouvernement de la République italienne

Pour le Gouvernement du Grand-Duché de Luxembourg

Pour le Gouvernement du Royaume des Pays-Bas

Onder voorbehoud van goedkeuring

Pour le Gouvernement de la République de Pologne

Déclaration commune

A l'occasion de la signature de l'Accord relatif à la réadmission des personnes en situation irrégulière le 29 mars 1991 à Bruxelles les Parties Contractantes déclarent s'engager :

- à ne pas appliquer les procédures de l'Accord à l'égard de ressortissants de pays tiers lorsqu'il est établi que ces personnes sont entrées sur le territoire de la Partie Contractante requérante avant la date d'application provisoire de l'Accord ;
- à ne pas se fonder sur les procédures de l'Accord à l'égard de ressortissants de l'un des Etats signataires de l'Accord, lorsqu'il est établi que ces personnes sont entrées sur le territoire de la Partie Contractantes requérante avant la date d'application provisoire de l'Accord.

Les Parties Contractantes réaffirment leur engagement à reprendre leurs nationaux conformément aux principes généraux du droit international.

Fait à Bruxelles, le vingt-neuf mars mil neuf cent quatre-vingt-onze, dans les langues allemande, française, italienne, néerlandaise et polonaise, les cinq textes faisant également foi, en un exemplaire original qui sera déposé dans les archives du Gouvernement du Grand-Duché de Luxembourg.

Pour le Gouvernement du Royaume de Belgique

Pour le Gouvernement de la République fédérale d'Allemagne

Pour le Gouvernement de la République française

sous réserve d'approbation

Pour le Gouvernement de la République italienne

Pour le Gouvernement du Grand-Duché de Luxembourg

Pour le Gouvernement du Royaume des Pays-Bas

Onder voorbehoud van goedkeuring

Pour le Gouvernement de la République de Pologne

Procès-verbal

Au moment de la signature de l'Accord relatif à la réadmission des personnes en situation irrégulière, les Parties Contractantes liées par l'Accord de Schengen du 14 juin 1985, ci-après dénommées Parties Contractantes, ont fait les déclarations communes suivantes :

1. **Déclaration concernant les articles 1er, 2 et 5 paragraphe 3 :**

   A la demande d'une Partie Contractante, les Parties Contractantes coordonneront leurs positions concernant les modalités de la remise d'un étranger dans le respect des objectifs de la Convention d'application de l'Accord de Schengen du 19 juin 1990, notamment en ce qui concerne la remise immédiate et représentant la charge la moins importante pour les Parties Contractantes conformément aux articles 1er et 2 de l'Accord de réadmission. Elles se conformeront à cet égard à la compensation des déséquilibres financiers visée à l'article 24 de la Convention d'application de l'Accord de Schengen du 19 juin 1990.

2. Déclaration concernant les articles 2 et 5 paragraphe 3 :

   L'obligation de réadmission entre les Parties Contractantes résultant de l'Accord de réadmission se limite provisoirement aux ressortissants de la République de Pologne. L'obligation de réadmission sera étendue aux ressortissants d'autres Etats moyennant décision du Comité Exécutif institué par l'article 131 de la Convention d'application de l'Accord de Schengen du 19 juin 1990, lorsque celle-ci sera entrée en vigueur et, dans la période précédant cette entrée en vigueur, des Ministres responsables selon le droit national.

3. Déclaration concernant les articles 8 et 5 paragraphe 3 :

   Les Parties Contractantes conviennent de vérifier ensemble, lors de l'entrée en vigueur de la Convention d'application de l'Accord de Schengen du 19 juin 1990, si l'Accord de réadmission nécessite des adaptations.

4. Déclaration concernant les articles 9 et 5 paragraphe 3 :

   En cas de suspension ou de dénonciation de l'Accord de réadmission par l'une des Parties Contractantes, les autres Parties Contractantes pourront également suspendre ou dénoncer le présent Accord.

Fait à Bruxelles, le vingt-neuf mars mil neuf cent quatre-vingt-onze, dans les langues allemande, française, italienne et néerlandaise, les quatre textes faisant également foi, en un exemplaire original qui sera déposé dans les archives du Gouvernement du Grand-Duché de Luxembourg.

Pour le Gouvernement du Royaume de Belgique

Pour le Gouvernement de la République fédérale d'Allemagne

Pour le Gouvernement de la République française

Pour le Gouvernement du Grand-Duché de Luxembourg

Pour le Gouvernement de la République italienne

Pour le Gouvernement du Royaume des Pays-Bas



Carlos Westendorp y Cabeza

Ministerio de Asuntos Exteriores

El Secretario de Estado para las Comunidades Europeas

Madrid, 16 de Noviembre de 1992

Excmo. Sr. Georgios Papastamkos
Secretario de Estado de Asuntos Exteriores
Ministerio de Asuntos Exteriores
ATENAS

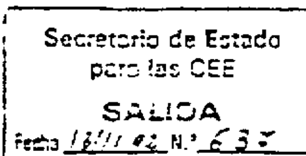
Sr. Secretario de Estado:

El 29 de Marzo de 1991 los Gobiernos de los entonces seis Estados vinculados por el Acuerdo de Schengen firmaron con el Gobierno de la República de Polonia un Acuerdo relativo a la readmisión de personas en situación irregular, con una declaración común y un acta. Tengo el honor de remitirle adjunto una copia de dicho convenio (en francés), al que España se ha adherido recientemente.

Los Ministros y Secretarios de Estado de los Estado Schengen, en la reunión de Madrid del 6 de Noviembre de 1992, así como el Gobierno de la República de Polonia, han encargado a la Presidencia de la iniciativa Schengen extender una invitación formal a su Gobierno para que se adhiera al Acuerdo de readmisión mencionado, lo que tengo el honor de efectuar mediante la presente carta.

Le agradeceré que me comunique la postura oficial de su Gobierno.

Aprovecho la ocasión para manifestarle, Sr. Secretario de Estado, el testimonio de mi más alta consideración.



ΣΥΜΦΩΝΙΑ
ΣΧΕΤΙΚΑ ΜΕ ΤΗΝ ΕΠΑΝΕΙΣΔΟΧΗ ΠΡΟΣΩΠΩΝ
ΣΕ ΜΗ ΝΟΜΙΜΗ ΚΑΤΑΣΤΑΣΗ

Οι Κυβερνήσεις του Βασιλείου του Βελγίου, της Ομοσπονδιακής Δημοκρατίας της Γερμανίας, της Γαλλικής Δημοκρατίας, της Ιταλικής Δημοκρατίας, του Μεγάλου Δουκάτου του Λουξεμβούργου, του Βασιλείου της Ολλανδίας και της Δημοκρατίας της Πολωνίας, εφεξής "τα Συμβαλλόμενα Μέρη",

ΣΤΑ ΠΛΑΙΣΙΑ της υλοποίησης μιας κοινής πολιτικής των Συμβαλλόμενων Μερών που δεσμεύονται από τη Συμφωνία SCHENGEN της 14ης Ιουνίου 1985 περί θεωρησεων (βίζες),

ΜΕ ΣΚΟΠΟ να αντισταθμισθεί κυρίως η οικονομική επιβάρυνση που ενδεχομένως θα επιφέρει η κυκλοφορία ταξιδιωτών που απαλλάσσονται της βίζας, υπηκόων των Συμβαλλόμενων Μερών της παρούσας Συμφωνίας,

ΕΠΙΘΥΜΟΥΝΤΑ να διευκολύνουν την επανεισοδο μη δικαιουμένων προς τούτο προσώπων σε πνεύμα συνεργασίας και σε βάση αμοιβαιότητας,

ΟΡΜΩΜΕΝΑ από την επιθυμία να καλέσουν τις Κυβερνήσεις άλλων κρατών να προσχωρήσουν στην παρούσα Συμφωνία,

ΣΥΜΦΩΝΗΣΑΝ ΤΑ ΕΞΗΣ:

Άρθρο 1

1. Κάθε Συμβαλλόμενο Μέρος δέχεται εκ νέου στην επικράτειά του, τη αιτήσει άλλου Συμβαλλόμενου Μέρους και χωρίς διατυπώσεις, κάθε πρόσωπο που δεν πληροί ή δεν πληροί πλέον τις προϋποθέσεις εισόδου ή παραμονής, που εφαρμόζονται στην επικράτεια του Συμβαλλόμενου Μέρους που απευθύνει την αιτηση, εφόσον αποδεικνύεται ή θεωρείται ότι έχει την υπηκοότητα του Συμβαλλομενου Μέρους προς το οποιο απευθύνεται η αίτηση.

2. Το Συμβαλλόμενο Μέρος που απευθύνει την αίτηση, δέχεται εκ νέου υπό τις αυτές προϋποθέσεις το ίδιο πρόσωπο, εάν από μεταγενέστερους ελέγχους αποδειχθεί ότι το εν λόγω πρόσωπο δεν είχε την υπηκοότητα του Συμβαλλόμενου Μέρους προς το οποίο απευθύνθηκε η αίτηση, κατά το χρόνο εισόδου του στην επικράτεια του αιτούντος Συμβαλλόμενου Μέρους.

Άρθρο 2

1. Τη αιτήσει Συμβαλλόμενου Μέρους, το Συμβαλλόμενο Μέρος από το εξωτερικό σύνορο του οποίου εισήλθε το πρόσωπο που δεν πληροί ή δεν πληροί πλέον τις προυποθέσεις εισόδου ή παραμονής, που ισχύουν στην επικράτεια του αιτούντος Συμβαλλόμενου Μέρους, δέχεται εκ νέου χωρίς διατυπώσεις το εν λόγω πρόσωπο στην επικράτειά του.

2. Με τον όρο "εξωτερικό σύνορο" με την έννοια του παρόντος άρθρου, νοείται το πρώτο σύνορο που διασχίζεται και δεν αποτελεί εσωτερικό σύνορο των Συμβαλλόμενων Μερών με την έννοια της Συμφωνίας SCHENGEN της 14ης Ιουνίου 1985 περί σταδιακής κατάργησης των ελέγχων στα κοινά σύνορα.

3. Η υποχρέωση,, όσον αφορα την επανείσοδο που αναφέρεται στην παράγραφο 1 του παρόντος άρθρου, δεν ισχύει για το πρόσωπο που, κατα την είσοδό του στην επικράτεια του αιτούντος Συμβαλλόμενου Μέρους, έχει βίζα ή τίτλο παραμονής που δεν έχει λήξει η διάρκεια ισχύος και έχει χορηγηθεί από το εν λόγω Συμβαλλόμενο Μέρος, ή που του χορηγήθηκε από το εν λόγω Συμβαλλομενο Μέρος βίζα ή τίτλος παραμονής μετά την είσοδό του.

4. Όταν το πρόσωπο που αναφέρεται στην παράγραφο 1 του παρόντος άρθρου, είναι κάτοχος βίζας ή τίτλου παραμονής που δεν έχει λήξει η διάρκεια ισχύος και έχει χορηγηθεί από άλλο Συμβαλλόμενο Μέρος, το εν λόγω Συμβαλλόμενο Μέρος δέχεται εκ νέου χωρίς διατυπώσεις το εν λόγω πρόσωπο στην επικράτειά του τη αιτήσει του αιτούντος Συμβαλλόμενου Μέρους.

5. Με τον όρο "τίτλος παραμονής" με την έννοια των παραγράφων 3 και 4 του παρόντος άρθρου, νοείται κάθε άδεια, οποιασδήποτε φύσης, που χορηγείται από Συμβαλλόμενο Μέρος και παρέχει δικαίωμα παραμονής στην επικράτειά του. Στον ορισμό δεν περιλαμβάνεται η προσωρινή παραμονή στην επικράτεια Συμβαλλόμενου Μέρους εν όψει της εξέτασης αιτησης παροχής ασύλου ή τίτλου παραμονής.

Άρθρο 3

1. Το Συμβαλλόμενο Μέρος, στο οποίο απευθύνεται η αίτηση, υποχρεούται να απαντά το αργότερο εντός οκτώ ημερών στις αιτήσεις επανεισόδου που του υποβάλλονται.

2. Το Συμβαλλόμενο Μέρος, στο οποίο απευθύνεται η αίτηση, υποχρεούται να κάνει δεκτό το αργότερο εντός ενός μηνός το πρόσωπο του οποίου την επανείσοδο ενέκρινε. Η εν λόγω προθεσμία μπορεί να παραταθεί μετά από αίτηση του αιτούντος Συμβαλλόμενου Μέρους.

Άρθρο 4

Οι κεντρικές ή τοπικές αρχές, αρμόδιες για την εξέταση των αιτησεων επανεισόδου, υποδεικνύονται από τους αρμόδιους για τους ελέγχους στα σύνορα Υπουργούς και γνωστοποιούνται στα Συμβαλλόμενα Μέρη, δια της διπλωματικής οδού, το αργότερο μεχρι της υπογραφής της παρούσας Συμφωνίας ή της προσχώρησης στην εν λόγω Συμφωνία.

Άρθρο 5

1. Οι διατάξεις της παρούσας Συμφωνίας δεν παρεμποδίζουν την εφαρμογή των διατάξεων της Συνθήκης της Γενεύης της 28ης Ιουλίου 1951, περί του καθεστώτος των προσφύγων, όπως αυτή τροποποιήθηκε από το Πρωτόκολλο της Νέας Υόρκης της 31ης Ιανουαρίου 1967.

2. Οι διατάξεις της παρούσας Συμφωνίας δεν θίγουν τις υποχρεώσεις που απορρέουν από το κοινοτικό δίκαιο για τα Συμβαλλόμενα Μέρη που τυγχάνουν μέλη των Ευρωπαϊκών Κοινοτήτων.

3. Οι διατάξεις της παρούσας Συμφωνίας δεν παρεμποδίζουν την εφαρμογή των διατάξεων της Συμφωνίας SCHENGEN της 14ης Ιουνίου 1985 περί σταδιακής κατάργησης των ελέγχων στα κοινά σύνορα ούτε την εφαρμογή των διατάξεων της Σύμβασης εφαρμογής της

εν λόγω Συμφωνίας, που υπεγράφη την 19η Ιουνίου 1990 και της Σύμβασης του Δουβλίνου της 15ης Ιουνίου 1990 περί καθορισμού του Κράτους, αρμόδιου για την εξέταση αίτησης παροχής ασύλου, που υποβάλλεται σε ένα από τα Κράτη-Μέλη των Ευρωπαϊκών Κοινοτήτων.

Άρθρο 6

1. Η παρούσα Συμφωνία υπογράφεται χωρίς επιφύλαξη επικύρωσης, αποδοχής ή έγκρισης ή με την επιφύλαξη επικύρωσης, αποδοχής ή έγκρισης, που ακολουθείται από επικύρωση, αποδοχή ή έγκριση.

2. Η παρούσα Συμφωνία εφαρμόζεται προσωρινά από την πρώτη ημέρα του μήνα που έπεται της ημερομηνίας υπογραφής της.

3. Η παρούσα Συμφωνία τίθεται σε ισχύ την πρώτη ημέρα του δεύτερου μήνα που έπεται της ημερομηνίας κατά την οποία δύο Συμβαλλόμενα Μέρη θα έχουν εκφράσει τη συγκατάθεσή τους να δεσμευθούν από τη Συμφωνία, σύμφωνα με τις διατάξεις της παραγράφου 1 του παρόντος άρθρου.

4. Όσον αφορά κάθε Συμβαλλόμενο Μέρος που εκφράζει εκ των υστέρων τη συγκατάθεσή του να δεσμευθεί από τη Συμφωνία, η παρούσα Συμφωνία τίθεται σε ισχύ την πρώτη ημέρα του δεύτερου μήνα που έπεται της λήψης της κοινοποίησης από θεματοφύλακα.

Άρθρο 7

1. Τα Συμβαλλόμενα Μέρη μπορούν να αποφασίσουν, με σύμφωνη γνώμη, να καλέσουν άλλα Κράτη να προσχωρήσουν στην παρούσα Συμφωνία. Αυτή η απόφαση λαμβάνεται ομόφωνα.

2. Η προσχώρηση στην παρούσα Συμφωνία μπορεί να λάβει χώρα προσωρινά από της προσωρινής εφαρμογής της εν λόγω Συμφωνίας.

3. Η παρούσα Συμφωνία τίθεται σε ισχύ, για Κράτος που προσχωρεί, την πρώτη ημέρα του δεύτερου μήνα που έπεται της κατάθεσης του εγγράφου προσχώρησης από το εν λόγω Κράτος στο θεματοφύλακα και το ενωρίτερο την ημέρα έναρξης ισχύος της παρούσας Συμφωνίας.

Άρθρο 8

1. Κάθε Συμβαλλομενο Μέρος μπορεί να κοινοποιει στο θεματοφύλακα πρόταση για τροποποίηση της παρούσας Συμφωνίας.

2. Τα Συμβαλλόμενα Μέρη συμφωνούν με σύμφωνη γνώμη τις τροποποιήσεις της παρούσας Συμφωνίας.

3. Οι τροπολογίες τίθενται σε ισχύ την πρώτη ημέρα του μήνα που έπεται της ημερομηνίας κατά την οποία το τελευταίο Συμβαλλόμενο Μέρος εξέφρασε τη συγκατάθεσή του να δεσμευθεί από τις τροποποιήσεις της παρούσας Συμφωνίας.

Άρθρο 9

1. Κάθε Συμβαλλόμενο Μέρος μπορεί, μετά από συνεννόηση με τα λοιπά Συμβαλλόμενα Μέρη, να αναστείλει ή καταγγείλει την παρούσα Συμφωνία για σοβαρούς λόγους, με κοινοποίηση που αποστέλλει στο θεματοφύλακα.

2. Η αναστολή ή καταγγελία ισχύει από την πρώτη ημέρα του μήνα που έπεται της λήψης της κοινοποίησης από το θεματοφύλακα.

Άρθρο 10

Θεματοφύλακας της παρούσας Συμφωνίας είναι η Κυβέρνηση του Μεγάλου Δουκάτου του Λουξεμβούργου.

Σε πιστοποίηση των ανωτέρω, οι κάτωθι υπογεγραμμένοι, δεόντως εξουσιοδοτημένοι προς τούτο, υπέγραψαν την παρούσα Συμφωνία.

Συντάχθηκε στις Βρυξέλλες, την εικοστή ενάτη Μαρτίου χίλια εννιακόσια ενενήντα ένα, στη γερμανική, γαλλική, ιταλική, ολλανδική και πολωνική γλώσσα, των πέντε κειμένων όντων εξίσου αυθεντικών, σε ένα πρωτότυπο αντίτυπο πού θα κατατεθεί στα αρχεία της Κυβέρνησης του Μεγάλου Δουκάτου του Λουξεμβούργου.

Για την Κυβέρνηση του Βασιλείου του Βελγίου
με την επιφύλαξη επικύρωσης
Υπογραφή

Για την Κυβέρνηση της Ομοσπονδιακής Δημοκρατίας της Γερμανίας
Υπογραφές

Για την Κυβέρνηση της Γαλλικής Δημοκρατίας
με την επιφύλαξη έγκρισης
Υπογραφή

Για την Κυβέρνηση της Ιταλικής Δημοκρατίας
Υπογραφές

Για την Κυβέρνηση του Μεγάλου Δουκάτου του Λουξεμβούργου
Υπογραφή

Για την Κυβέρνηση του Βασιλείου της Ολλανδίας
(..............)
Υπογραφή

Για την Κυβέρνηση της Δημοκρατίας της Πολωνίας
Υπογραφή

ΚΟΙΝΗ ΔΙΑΚΗΡΥΞΗ

Επ' ευκαιρία της υπογραφής της Συμφωνίας περί επανεισόδου μη δικαιουμένων προς τούτο προσώπων, που έλαβε χώρα την 29η Μαρτίου 1991 στις Βρυξέλλες, τα Συμβαλλόμενα Μέρη δηλώνουν ότι αναλαμβάνουν την υποχρέωση:

- να μην εφαρμόζουν τις διαδικασίες της Συμφωνίας για υπηκόους τρίτων χωρών, όταν διαπιστώνεται ότι τα εν λόγω πρόσωπα έχουν εισέλθει στην επικράτεια του αιτούντος Συμβαλλόμενου Μέρους πριν από την ημερομηνία προσωρινής εφαρμογής της Συμφωνίας,
- να μη βασίζονται στις διαδικασίες της Συμφωνίας για υπηκόοους του ενός από τα Κράτη που υπογράφουν τη Συμφωνία, όταν διαπιστώνεται ότι τα εν λόγω πρόσωπα έχουν εισέλθει στην επικρατεια του αιτούντος Συμβαλλόμενου Μέρους πριν από την ημερομηνία προσωρινής εφαρμογής της Συμφωνίας.

Τα Συμβαλλόμενα Μέρη επαναβεβαιώνουν την υπο-

χρέωση τους να δέχονται εκ νέου τους υπηκόους τους σύμφωνα με τις γενικές αρχές του διεθνούς δικαίου.

Συντάχθηκε στις Βρυξέλλες, την εικοστή ενάτη Μαρτίου χίλια εννιακόσια ενενήντα ένα, στη γερμανική, γαλλική, ιταλική, ολλανδική και πολωνική γλώσσα, των πέντε κειμένων όντων εξίσου αυθεντικών, σε ένα πρωτότυπο αντίτυπο που θα κατατεθεί στα αρχεία της Κυβέρνησης του Μεγάλου Δουκάτου του Λουξεμβούργου.

Για την Κυβέρνηση του Βασιλείου του Βελγίου
Υπογραφή

Για την Κυβέρνηση της Ομοσπονδιακής Δημοκρατίας της Γερμανίας
Υπογραφές

Για την Κυβέρνηση της Γαλλικής Δημοκρατίας με την επιφύλαξη έγκρισης
Υπογραφή

Για την Κυβέρνηση της Ιταλικής Δημοκρατίας
Υπογραφές

Για την Κυβέρνηση του Μεγάλου Δουκάτου του Λουξεμβούργου
Υπογραφή

Για την Κυβέρνηση του Βασιλείου της Ολλανδίας
(......)
Υπογραφή

Για την Κυβέρνηση της Δημοκρατίας της Πολωνίας
Υπογραφή

ΠΡΑΚΤΙΚΟ

Κατά την υπογραφή της Συμφωνίας περί επανεισόδου μη δικαιουμένων προς τούτο προσώπων, τα Συμβαλλόμενα Μέρη που δεσμεύονται με τη Συμφωνία SCHENGEN της 14ης Ιουνίου 1985, εφεξής "τα Συμβαλλόμενα Μέρη", προέβησαν στις ακόλουθες κοινές δηλώσεις:

1. Δήλωση σχετικά με τα άρθρα 1, 2 και 5 παρ. 3:
Τη αιτήσει Συμβαλλόμενου Μέρους, τα Συμβαλλόμενα Μέρη θα συντονίζουν τις θέσεις τους όσον αφορά τους τρόπους με τους οποίους αλλοδαπός θα παραδίδεται, σύμφωνα με τους επιδιωκόμενους σκοπούς της Σύμβασης εφαρμογής της Συμφωνίας SCHENGEN της 19ης Ιουνίου 1990, και ειδικότερα όσον αφορά την άμεση και με την ελάχιστη δυνατή οικονομική επιβάρυνση για τα Συμβαλλόμενα Μέρη παράδοση, σύμφωνα με τα άρθρα 1 και 2 της Συμφωνίας επανεισόδου, θα εναρμονίζονται δε ως προς αυτό με την αντιστάθμιση των χρηματοοικονομικών ανισοτήτων που αναφέρονται στο άρθρο 24 της Σύμβασης εφαρμογής της Συμφωνίας SCHENGEN της 19ης Ιουνίου 1990.

2. Δήλωση σχετικά με τα άρθρα 2 και 5 παρ. 3:
Η υποχρέωση προς έγκριση της επανεισόδου μεταξύ των Συμβαλλόμενων Μερών, που απορρέει από τη Συμφωνία επανεισόδου, περιορίζεται προσωρινά στους υπηκόους της Δημοκρατίας της Πολωνίας. Η υποχρέωση προς έγκριση της επανεισόδου θα επεκταθεί στους υπηκόους άλλων Κρατών με απόφαση της Εκτελεστικής Επιτροπής, που συνεστήθη με το άρθρο 131 της Σύμβασης εφαρμογής της Συμφωνίας SCHENGEN της 19ης Ιουνίου 1990, όταν θα τεθεί σε ισχύ και, κατά το χρονικό διάστημα πριν από την εν λόγω έναρξη ισχύος, των αρμόδιων κατά το εθνικό δίκαιο Υπουργών.

3. Δήλωση σχετικά με τα άρθρα 8 και 5 παρ.3:
Τα Συμβαλλόμενα Μέρη συμφωνούν να εξακριβώσουν από κοινού, κατά την έναρξη ισχύος της Σύμβασης εφαρμογής της Συμφωνίας SCHENGEN της 19ης Ιουνίου 1990, εάν η Συμφωνία επανεισόδου απαιτεί προσαρμογή.

4. Δήλωση σχετικά με τα άρθρα 9 και 5 παρ. 3:
Σε περίπτωση αναστολής ή καταγγελίας της Συμφωνίας επανεισόδου από ένα από τα Συμβαλλόμενα Μέρη, τα λοιπά Συμβαλλόμενα Μέρη θα μπορούν και εκείνα να αναστείλουν ή καταγγείλουν την παρούσα Συμφωνία.

Συντάχθηκε στις Βρυξέλλες, την εικοστή ενάτη Μαρτίου χίλια εννιακόσια ενενήντα ένα, στη γερμανική, γαλλική, ιταλική και ολλανδική γλώσσα, των τεσσάρων κειμένων όντων εξίσου αυθεντικών, σε ένα πρωτότυπο αντίτυπο που θα κατατεθεί στα αρχεία της Κυβέρνησης του Μεγάλου Δουκάτου του Λουξεμβούργου.

Για την Κυβέρνηση του Βασιλείου του Βελγίου
Υπογραφή

Για την Κυβέρνηση της Ομοσπονδιακής Δημοκρατίας της Γερμανίας
Υπογραφές

Για την Κυβέρνηση της Γαλλικής Δημοκρατίας
Υπογραφή

Για την Κυβέρνηση της Ιταλικής Δημοκρατίας
Υπογραφές

Για την Κυβέρνηση του Μεγάλου Δουκάτου του Λουξεμβούργου
Υπογραφή

Για την Κυβέρνηση του Βασιλείου της Ολλανδίας
(......)
Υπογραφή

Νο Φ09316/1552

Ισπανικός Θυρεός
Υπουργείο Εξωτερικών
Υφυπουργός Ευρωπαϊκών Κοινοτήτων
Carlos Westendorp y Cabeza

Μαδρίτη, 16 Νοεμβρίου 1992

Προς τον
κ. Γεώργιο ΠΑΠΑΣΤΑΜΚΟ
Υφυπουργό Εξωτερικών
Υπουργείο Εξωτερικών
Αθήνα

Αξιότιμε κ. Υφυπουργέ,

Την 29η Μαρτίου 1991 οι Κυβερνήσεις των τότε έξι δεσμευμένων από τη Συμφωνία του Schengen Κρατών υπέγραψαν μετά της Κυβερνήσεως της Δημοκρατίας της Πολωνίας Συμφωνία σχετική με την επάνοδο (επαναπατρισμό) ατόμων των οποίων η κατάσταση δεν

είναι νόμιμη (κανονική) δια κοινής δηλώσεως και πρακτικού. Έχω την τιμή να σας αποστείλω συνημμένως αντίγραφο της ως άνω Συμφωνίας (στη γαλλική γλώσσα) εις την οποία η Ισπανία προσεχώρησε πρόσφατα.

Οι Υπουργοί και Υφυπουργοί Εξωτερικών των Κρατών, τα οποία είχαν υπογράψει τη Συμφωνία Schengen κατά τη συνεδρίαση η οποία έλαβε χώρα στη Μαδρίτη την 6η Νοεμβρίου 1992, ως επίσης και η Κυβέρνηση της Δημοκρατίας της Πολωνίας, ανέθεσαν στην Προεδρία της πρωτοβουλίας Schengen να προβεί σε επίσημη πρόσκληση προς την Κυβέρνησή σας, προκειμένου να προσχωρήσει στην άνωθι αναφερόμενη Συμφωνία "Επανόδου", την οποία και σας διαβιβάζω διαμέσου της παρούσας επιστολής.

Παρακαλώ όπως με ενημερώσετε για την επίσημη θέση της Κυβερνήσεώς σας.

Δράττομαι της ευκαιρίας προκειμένου να σας εκφράσω, κ. Υφυπουργέ, τα πλέον ειλικρινή μου αισθήματα σεβασμού και εκτιμήσεως.

(υπογραφή)

Στο δεξιό κάτω μέρος:
Σφραγίδα: Υφυπουργός Ευρωπαϊκών Κοινοτήτων

ΕΞΕΡΧΟΜΕΝΟ ΕΓΓΡΑΦΟ

Ημερομηνία: 13.11.1992 / Αρ. 637

Άρθρο δεύτερο

Η ισχύς του παρόντος νόμου αρχίζει από τη δημοσίευσή του στην Εφημερίδα της Κυβερνήσεως και της Συμφωνίας που κυρώνεται από την πλήρωση των προϋποθέσεων του άρθρου 6 αυτής.

Παραγγέλομε τη δημοσίευση του παρόντος στην Εφημερίδα της Κυβερνήσεως και την εκτέλεσή του ως νόμου του Κράτους.

Αθήνα, 18 Φεβρουαρίου 1998

Ο ΠΡΟΕΔΡΟΣ ΤΗΣ ΔΗΜΟΚΡΑΤΙΑΣ
ΚΩΝΣΤΑΝΤΙΝΟΣ ΣΤΕΦΑΝΟΠΟΥΛΟΣ

ΟΙ ΥΠΟΥΡΓΟΙ

ΕΞΩΤΕΡΙΚΩΝ
ΘΕΟΔ. ΠΑΓΚΑΛΟΣ

ΔΗΜΟΣΙΑΣ ΤΑΞΗΣ
ΓΕΩΡΓ. ΡΩΜΑΙΟΣ

Θεωρήθηκε και τέθηκε η Μεγάλη Σφραγίδα του Κράτους.

Αθήνα, 18 Φεβρουαρίου 1998

Ο ΕΠΙ ΤΗΣ ΔΙΚΑΙΟΣΥΝΗΣ ΥΠΟΥΡΓΟΣ
ΕΥΑΓ. ΓΙΑΝΝΟΠΟΥΛΟΣ

ΑΠΟ ΤΟ ΕΘΝΙΚΟ ΤΥΠΟΓΡΑΦΕΙΟ